



Monsieur Renaud Gauquelin  
Président de  
Ville&Banlieue  
12, rue Popincourt  
75011 Paris

Monsieur le Président,

Je vous remercie de la transmission des "120 propositions de Ville&Banlieue pour un engagement national auprès des quartiers populaires" qui constituent un acquis notable pour le débat républicain à ce sujet. Les banlieues et, ce qui importe plus encore, leurs habitants souffrent terriblement. Les quartiers populaires sont le réceptacle de toutes les difficultés : chômage (surtout celui des jeunes et des femmes), échec scolaire, absence de couverture maladie, pénurie de logement dignes et accessibles, recul du service public, discriminations en tout genre, stigmatisation voire bouc émissaire. Décrits comme sources de nombreux maux de notre société, les habitants des quartiers populaires en sont en réalité les principales victimes. Comme ils sont les victimes des politiques d'austérités menées ces dernières années. Comme ils seront les premiers à pâtir de celles que nos concurrents envisagent de mettre en œuvre s'ils sont élus.

La pauvreté est en train de s'ancrer dans le paysage spatial et social comme un phénomène inexorablement en croissance auquel on oppose une pseudo "Politique de la ville". Cette dernière, en perpétuelle diminution depuis sa création, il y a trente ans, est aujourd'hui substituée aux politiques de droit commun. Au lieu de compléter, de réparer et de démultiplier les efforts de lutte contre les inégalités sociales et spatiales, elle les conforte. Ainsi, se cristallisent des territoires d'exclusion cumulant des handicaps. C'est pourquoi la composante territoriale des inégalités sociales est une réalité qui mérite une approche spécifique qui n'a que peu de rapports avec l'actuelle "politique de la ville".

**Il n'est pas possible d'ouvrir une alternative aux inégalités et aux discriminations sans changer la ville. Le Front de Gauche fait de la question urbaine et des territoires un objectif et un levier d'une politique de transformation sociale.**

Très souvent, en milieu urbain, les territoires accueillant des populations de plus en plus pauvres voient le maillage républicain liant l'école, les services publics et un tissu associatif dense se déliter. On se trouve devant un phénomène de marquage social négatif portant à la fois sur les quartiers populaires et sur leurs habitants. A des souffrances sociales s'ajoutent des atteintes à la dignité. Au point d'oublier les énergies créatrices, les capacités d'innovation et de résistance dans la vie sociale culturelle et économique.

Lorsque, non seulement les quartiers populaires, mais aussi les transports, l'école, et nombre d'équipements publics et sociaux sont les lieux de violence sous diverses formes, c'est la République dans son ensemble qui est atteinte. On ne construit pas la sécurité sur de l'insécurité sociale, sur une

ville ségréguée, ne garantissant ni droit au logement ni droit à la mobilité, dure avec les faibles, tournée vers le profit économique pour un petit nombre et la recherche de la productivité maximum des activités économiques.

Surtout qu'au même moment, des communes deviennent des "ghettos de riches", refusent du logement social en payant une amende ridicule, et sont largement pourvues en équipements publics et privés, très bien desservies en transports en commun et multiplient les dispositifs sécuritaires.

Avec les élus locaux du Front de Gauche qui se sont investis durant des années pour réussir des opérations de transformation urbaine accompagnées de programmes sociaux nous enregistrons certains effets positifs de la "politique de la ville" :

- elle a alimenté le débat sur des enjeux de société
- elle a posé des jalons sur la voie du dépassement de la contradiction entre démocratie représentative et démocratie participative
- elle a permis de faire avancer l'idée de nécessaires solidarités entre les niveaux de territoires : quartiers, communes, agglomérations, régions urbaines...

Pour autant, notre position repose sur la nécessité de ruptures par rapport aux politiques passées. **A notre sens c'est l'ensemble du programme partagé offre une réponse aux difficultés sociales vécues par les habitants : le partage des richesses, le développement des services publics, une nouvelle politique économique réfutant l'austérité et privilégiant l'emploi et le pouvoir d'achat, la construction de 200 000 logements par an dont une proportion importante de logements sociaux, un nouveau projet éducatif, la lutte contre les discriminations, etc.** Donc un ensemble de politiques de droit commun qui s'attaquent aux racines des difficultés économiques et sociales que connaissent les habitants de ces territoires sera la base de notre politique. Car c'est bien le choix de société qui est en cause.

Toutefois, l'importance du problème qui touche la ville populaire dans ses tréfonds est si importante à nos yeux que nous ne pouvons pas nous contenter de cela. Nous devons prendre en considération le fait que **certains territoires et surtout les habitants qui y vivent, bafoués, meurtris, abandonnés, stigmatisés, caricaturés pendant des années, méritent une politique spécifique de réparation ou de rattrapage.**

Il faut réduire rapidement les inégalités entre les territoires en matière de services publics en qualité et en quantité, de finances locales et d'offre de logements sociaux. Notre objectif dans les cinq ans est d'avoir un traitement égalitaire pour tous les territoires, et que dans ce laps de temps des politiques volontaristes pour permettre ce rattrapage seront mises en œuvre sur les secteurs géographiques qui cumulent les difficultés... avec une mise à contribution des secteurs géographiques les plus privilégiés.

Le Front de Gauche préconise donc **un programme national de solidarité territoriale** concernant tout à la fois l'humain et l'urbain, programme qui repose sur **4 principes directeurs** :

### **1) Changer de vision.**

Arrêtons un vocabulaire de zonage arbitraire et de marquage social; arrêtons de laisser croire que la rénovation urbaine va résoudre des problèmes structurels accumulés par des politiques économiques et sociales déficientes ; osons affirmer haut et fort l'impasse des solutions qui privilégient le sécuritaire. Banlieues, quartiers défavorisés, ghettos, ... , autant de dénominations généralisatrices et inappropriées qui génèrent des confusions. D'autant plus quand les discours politiques de la droite et de l'extrême droite renforcent cette stigmatisation. Il faut parler de la

ville et de ses territoires en nommant les lieux et en spécifiant les caractéristiques des problèmes sans confondre les espaces et les habitants.

## **2) Reconnaître aux couches populaires leurs capacités à construire une alternative politique.**

Il faut reconstruire la relation entre le mouvement social qui naît du monde du travail et les mouvements sociaux qui se développent à partir des quartiers populaires.

Ces quartiers sont des lieux de souffrances pas des lieux de barbarie. Leurs habitants ne sont pas à l'origine de la crise urbaine, mais en sont victimes. Pourtant, ils font preuve de créativité, par exemple dans le mouvement associatif, en particulier les jeunes.

On ne peut se contenter de séances d'information, ni même de vraie concertation pour définir les projets de territoire. Il faut donner à tous les moyens de s'organiser pour participer activement à leur construction.

C'est pourquoi, il faut insister sur l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations (sexe, origine ethnoculturelle, orientation sexuelle, religion, âge, handicap...) ; cela passe aussi par le respect de la loi de 1905 sur la laïcité, et le droit de vote des résident-e-s étranger-e-s.

## **3) Promouvoir une nouvelle politique urbaine.**

Il s'agit de « démarchandiser » et d'humaniser la Ville, de penser des développements basés sur l'échange humain et la culture émancipatrice et non sur la compétition économique mondialisée ; il faut se donner les moyens de maîtriser la croissance urbaine par un aménagement du territoire avec une planification écologique ; faire du foncier un bien public échappant aux mécanismes spéculatifs. Cela s'opérera progressivement par la municipalisation des sols déjà pratiquée dans d'autres pays et en encadrant rigoureusement le droit de propriété lorsque l'intérêt général préalablement et démocratiquement défini est en jeu.

Le Front de Gauche considère que dans « l'Urbain », il y a d'abord de « l'Humain » : logements, commerces, espaces publics, transports en commun répondent à des besoins sociaux. Les projets devront intégrer l'ensemble des dimensions spatiales et temporelles, sociales, économiques, environnementales et culturelles.

Les populations les plus modestes ont droit à un habitat de qualité. Ce qui est posé c'est la question du droit à la ville de qualité pour tous.

## **4) Innover pour valoriser les savoirs citoyens.**

C'est dans les territoires où les difficultés sont grandes et cumulatives qu'il faut ne pas hésiter à innover pour permettre aux habitants et aux travailleurs urbains de changer la vie et changer la ville :

- Innover dans les services publics, en particulier l'éducation et la santé
- Innover dans le logement et l'urbanisme
- Innover dans les solutions relatives à la sécurité publique
- Innover dans l'organisation de la gestion des résidences et des territoires
- Innover dans la participation aux décisions d'urbanisme et de gestion urbaine.

La jeunesse nous paraît être une question à laquelle une attention particulière doit être apportée.

Dans les quartiers populaires, plus encore qu'ailleurs, elle est en proie à une terrible souffrance.

C'est principalement là que les taux d'échec scolaire, de précarité et de chômage y sont les plus forts et les questions de formation, de recherche d'un travail, du vécu des discriminations au faciès ou à l'adresse y sont les plus vives. Mais c'est aussi dans les quartiers populaires que de nombreux jeunes s'investissent dans des associations, font vivre la solidarité avec des peuples du monde, contribuent à l'émergence d'une culture urbaine et de pratiques sportives nouvelles, mêmes si elles sont parfois dictées par la pénurie d'espaces appropriés à leur pratique.

La question de l'Éducation Nationale est donc déterminante sur ces territoires. Il y a besoin de réaffirmer notre attachement au travail réalisé par les associations et leurs bénévoles dans nos quartiers et villes, c'est une mine d'or humaine extraordinaire. Cela pose l'exigence que la futur politique de la ville menée par l'État soit véritablement une coproduction, habitants, associations, élus et État et qu'elle ajoute à ses thématiques habituelles le sport et la culture.

Cette poursuite doit améliorer les programmes de rénovation urbaine sur plusieurs points et donner du temps au diagnostic et au débat avec les habitants. Ce qui sous-entend de bannir « l'esprit de la table rase » : **La restructuration urbaine, les démolitions ne sont pas des fins en soi.**

Un tel programme national, mais décliné localement, ne doit pas être l'énoncé d'une succession de mesures générales. Il doit faire l'objet – du local au national - d'une mise au point discutée avec les associations d'élus, les associations d'habitants, ceux qui œuvrent en faveur des quartiers populaires (des bailleurs sociaux, travailleurs de terrain, milieux économiques, syndicats). Ne galvaudons pas les terminologies de plans Marshall ou de Grenelle des territoires. Disons simplement que c'est l'expression d'une nouvelle façon de gouverner, celle que propose le Front de Gauche : **L'Humain d'abord !**

Il faut noter que, du fait de la crise, les difficultés constatées, même si elles sont plus prégnantes dans les grandes concentrations d'habitat social, s'étendent aux centres anciens, au périurbain et aux à certaines zones rurales. Notre programme s'appliquera, avec les nécessaires spécificités, à l'ensemble des territoires concernés.

Nous avons évoqué dans notre programme partagé la suppression du ministère de la Ville, parce que jusqu'ici c'était le ministère du marquage social des quartiers populaires et du saupoudrage, ce qui n'est pas notre conception. Avec une dénomination différente de la vôtre, le Front de Gauche est plutôt partisans d'un **grand ministère d'État de la Cohésion territoriale et de l'Urbain, incluant notamment le logement, l'urbanisme, l'aménagement du territoire et les transports, et rattaché au Premier Ministre.** Il traitera de manière horizontale en relation avec les autres ministères de questions territorialisées liées à l'emploi, à l'éducation, à la culture, à la tranquillité publique, à la santé, aux discriminations... Sa mission prioritaire portera sur une politique de réduction des inégalités sociales et territoriales, en faveur des territoires en difficultés : banlieues, territoires ruraux, territoires ultra-marins... A l'intérieur de ce ministère, des délégués interministériels veilleront spécifiquement à chacun de ces territoires (un délégué à la ville pour les banlieues).

**Une forte déconcentration des actions de ce Ministère doit être la règle :** au pilotage transversal assuré par le ministre d'État au niveau national, répond un pilotage contractualisé entre le préfet et le maire au niveau local en partenariat avec les intercommunalités, les Départements et les Régions. Le maire coordonne les actions portées par l'ensemble des acteurs sur le quartier. C'est seulement ainsi que l'on sortira de la logique descendante d'appel à projet pour définir des projets de territoires communs et partagés, entre tous les acteurs : État, collectivités, associations, entreprises, habitants.

Des expérimentations faites en France ou à l'étranger, nous retenons notamment :

- **Les groupes coopératifs de territoire** qui mobilisent en faveur d'un projet intégré des professionnels de métiers et de statuts différents rattachés à des institutions diverses ;
- **Les Unions territoriales de solidarité** dont la mission est d'accompagner de manière active les projets de territoire. Ces établissements (constitué sous forme d'Union d'Économie Sociale) peuvent recevoir des financements publics ; leur conseil d'administration, composé pour une part de

représentants de la population et des représentants des groupes coopératifs de territoire. Et des personnalités représentant l'agglomération : universitaires, entrepreneurs, syndicats, militants d'associations pour être sources de contacts et points de liaison avec la Ville et ses opportunités.

Vous aurez donc noté, Monsieur le Président, qu'en matière de logement, d'emploi, d'éducation, de santé, de sécurité, de citoyenneté, de laïcité, de lutte contre les discriminations, de planification écologique, le Front de Gauche partage la plupart des propositions de votre association pour "faire des quartiers une priorité nationale".

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Pour le candidat

Clémentine Autain,

porte parole de Jean Luc Mélenchon et coordinatrice des fronts de gauche thématiques, dont celui consacré à la Ville, l'Habitat et les Solidarités Urbaines